



NOUVELLES BIGORRE

Mensuel édité par l'Association de Diffusion de la Presse Démocratique des Nouvelles de la Bigorre

Prix : 1€

Supplément au N° 222 du mois de Mars/Avril 2007

Cher-ère-s camarade-s

Je voudrais d'abord tous vous remercier pour les efforts déployés pendant la campagne Présidentielle ; votre présence, votre détermination, les initiatives tenues et réussies ensemble, de la venue de MG BUFFET le 24 octobre dernier jusqu'à meeting du 17 en présence de Nicole BORVO.

Durant ces derniers mois, nous avons multiplié les efforts pour faire connaître notre projet, propositions, notre ambition pour la gauche, et bien sûr, aujourd'hui notre déception est à la hauteur de cet engagement collectif.

Nous sommes confrontés à un problème sur la durée par rapport à l'affaiblissement de notre Parti : il va nous falloir débattre, pas seulement de stratégie, mais également de l'état de notre société, de la place et du rôle d'un PC dans le début de ce 21^{ème} siècle de notre Parti lui-même. C'est pourquoi Marie George BUFFET lors du Conseil National du 24 avril, a proposé l'organisation d'un congrès pour la fin de l'année 2007.

Cet échange, il nous faut le conduire avec respect, maturité et responsabilité : c'est l'avenir d'une force communiste, progressiste et de transformation qui se joue !

Je vous propose pour celles et ceux qui le souhaitent, d'ouvrir d'ores et déjà une tribune de discussion dans ces « Nouvelles de Bigorre » et immédiatement après les législatives, définir le cadre et les modalités pour mener à bien notre réflexion.

Mais revenons à l'actualité politique : D'ici au 6 mai, il nous faut tout mettre en œuvre « Pour battre SARKOZY, en votant et faisant voter Ségolène ROYAL ».

Nous avons décidé d'être extrêmement présents dans ce 2^{ème} tour de l'élection Présidentielle, d'en faire notre premier acte militant des législatives. Pourquoi ? Parce que comme c'est écrit sur les affiches et les tracts édités par notre Parti et disponibles à la fédération, « Avec SARKOZY et la droite, le pire est certain ! » ; parce que nous tenons aussi (encore) à la gauche.

Dans les semaines qui s'ouvrent, il nous faut en effet tout mettre en œuvre pour rendre incontournable l'exigence de cette gauche porteuse d'espoir d'un progrès social, s'engageant sur les droits sociaux et démocratiques, s'opposant au tout libéralisme afin de casser la tentative de recomposition au centre en cours.

Dans ce cadre, le résultat des élections législatives va être essentiel. Il nous faut mener une campagne offensive avec les candidats que nous aurons choisis, parfois avec d'autres, pour dans chaque circonscription rassembler le maximum possible de femmes et d'hommes désireux de faire émerger une véritable alternative à gauche, une majorité de gauche à l'Assemblée nationale avec un groupe communiste. Dès maintenant et jusqu'à la mi-juin, déployons dans ce sens, une activité importante.

En t'encourageant et te remerciant d'avance de ce nouvel engagement !

Très fraternellement. Marie-Pierre VIEU

ACTUALITE. Les résultats du dimanche 22 avril.

Le scrutin a été dominé par une question centrale : pour ou contre Nicolas Sarkozy. Exacerbé par le présidentielisme et la médiatisation, cet enjeu a dominé tous les autres. Cette réalité, ne doit pas nous conduire à renvoyer à plus tard les grandes questions au cœur de l'évolution du paysage politique. D'où la nécessité d'un débat structuré en profondeur dans notre Parti, voir plus haut la convocation d'un congrès pour la fin 2007.

Les lignes directrices.

La participation nationale est de 83,7% pour ce premier tour de la présidentielle, soit la plus forte depuis 1965. Elle est de 86,71% dans le 65 (+26 175 nouveaux votants par rapport à 2002.)

Cela est d'autant plus remarquable que cette participation intervient dans un contexte d'inscriptions et de réinscriptions électorales massives.

Cette réalité constitue une rupture avec la tendance des années 90, rupture déjà perceptible avec le référendum de 2005, et un comportement totalement différent de la tendance observée dans les pays anglo-saxons et dans la majorité des pays de l'Union européenne. Une analyse approfondie de cette mobilisation civique, qui se rencontre dans tous les électors, notamment dans l'électorat populaire et chez les jeunes, devra être effectuée.

L'ensemble de la gauche, extrême gauche comprise, rassemble 13 378 607 voix et 36,44% des suffrages exprimés, soit un gain de 1 043 172 voix sur 2002 mais une perte en pourcentage de 6,44%. **Dans les Hautes Pyrénées, elle rassemble 58 694 voix et 42,66% des suffrages exprimés soit un gain de 5575 voix sur 2002 mais une perte en pourcentage de 5,62%.** Nationalement comme localement c'est le plus mauvais résultat de la gauche depuis 1969.

A noter encore, que les trois candidats d'extrême gauche – Besancenot, Laguiller et Schivardi – rassemblent 2,1 millions de voix et 5,79 % soit un recul de 870.000 voix et 4,65 %. **Idem dans le département où ils perdent 4806 voix sur 2002 et -5,39%.**

La droite parlementaire – Bayrou, Sarkozy et de Villiers – recueille 19.089.538 suffrages et 52,12 %, soit un gain de plus de 18 % sur 2002. **Dans le 65, cela équivaut à 71846 suffrages et 47,70 soit un gain de 36 328 voix et de 18,74 % sur 2002.** Comme nationalement ce gain s'est principalement effectué sur l'extrême droite, mais aussi, par le vote Bayrou, sur une partie de l'électorat de gauche en particulier sur les anciens électeurs de Chevènement et de Mamère.

Si on fait la somme droite plus extrême droite, on obtient 22,9 millions de voix et 62,5% des suffrages exprimés, soit un gain sur 2002 de 7,6 millions de voix et 9,5 % des suffrages exprimés. **Sur le département cela fait 83 495 suffrages et 55,43% soit un gain de plus de 12,77 % sur 2002.**

Candidat par candidat :

A Droite

- Avec 31,18 % SARKOZY progresse de 11,23 % points sur CHIRAC. Il rassemble l'électorat UMP et mord largement sur celui du FN. La part la plus importante de son électorat se situe chez les plus de cinquante ans. Il a su aussi rassembler une partie de l'électorat populaire. Le candidat de l'UMP réalise un score sans précédent sous la V^e République pour un candidat de droite au premier tour de l'élection présidentielle.
- LE PEN, avec 10,4%, perd 6,35 points et près d'un million de voix sur 2002, qui vont essentiellement chez SARKOZY et un peu chez BAYROU. Il garde des points forts chez les ouvriers et les 25/34 ans et rassemble tout de même plus de 3,8 millions de voix. C'est un échec pour le vieux leader d'extrême droite, mais qui ne peut malheureusement pas être interprété, comme un recul des idées du Front national.
- DE VILLIERS ne réussit pas à percer.
- BAYROU, à 18,57 %, rassemble 6.750.019 voix et progresse de 11,71 % par rapport à 2002. Il échoue dans son pari de figurer au second tour, mais parvient, grâce à cet objectif proclamé abondamment crédibilisé par les sondages et les médias durant toute la campagne, à additionner à l'électorat traditionnel de l'UDF une partie de l'électorat de gauche à la recherche du vote le plus efficace pour battre SARKOZY et d'électeurs désireux de casser le système politique actuel. C'est un vote plutôt jeune, y compris dans certains quartiers populaires, et très fort chez les classes moyennes supérieures.

A gauche.

- Ségolène ROYAL, avec 9,5 millions de voix et 25,87 % progresse fortement par rapport à JOSPIN (+ 9,66%), mais, si on tient compte des ralliements de TAUBIRA et CHEVENEMENT, la progression sur 2002 n'est plus que de 2%. Les motivations de vote exprimées par les sondages « sortie des urnes », outre bien sûr le vote anti-SARKOZY qui a joué à plein, sont l'incarnation du changement qu'elle est censée représenter. En revanche, il y a chez ses électeurs une faible adhésion à son projet.
- Avec Dominique VOYNET, le vote Verts passe de 5,25% à 1,57% au profit de S. ROYAL.
- José BOVE réalise 1,32% des suffrages exprimés. Olivier BESANCENOT à 4,08 % reste stable par rapport à 2002. Arlette Laguiller s'effondre de 5,72% à 1,33 au profit principalement de S. ROYAL (28%) et BESANCENOT (8%), mais aussi de BAYROU (14%) et SARKOZY (11%).

- Le résultat du PCF, de 707 294 voix et 1,93 %, en retrait de 1,44 % vis-à-vis de 2002 et de 253 254 voix. Il traduit une grande fragilité de notre influence dans le contexte d'un vote utile exacerbé. Ce retrait est linéaire sur l'ensemble du territoire. Par rapport à 2002, nos pertes se font surtout au profit de Ségolène Royal (27 % des électeurs de Robert HUE de 2002 ont voté PS), mais aussi, dans une mesure moindre, d'Olivier BESANCENOT. Nous sommes particulièrement faibles chez les 25-34 ans et notre électorat continue à être vieillissant. C'est pourquoi notre problème est moins de reconquérir un électorat que d'en conquérir un nouveau. Les motivations de vote en notre faveur sont le projet et la réponse aux préoccupations des Français. Dans l'électorat de gauche, Marie-George BUFFET obtient ses meilleurs scores chez les ouvriers, les chômeurs et les faiblement qualifiés.

Les tendances sont quasiment les mêmes dans le 65.

Inscrits-176 279-100%
Abstentions 23 481-13,32%
Votants 152 798- 86,68%
Blancs ou nuls- 2165-1,42%

4,46%- Olivier BESANCENOT, 6714 voix.
3, 11%- Marie-George BUFFET, 4681 voix
0,48%- Gérard SCHIVARDI, 728 voix
23,41%- François BAYROU, 35 270 voix
1,45%- José BOVE, 2182 voix
1,22%- Dominique VOYNET, 1834 voix
1,55%- Philippe DE VILLIERS, 2337 voix
30,88%- Ségolène ROYAL, 46 510 voix
1,90%- Frédéric NIHOUS, 2858 voix
7 71%- Jean-Marie LE PEN, 11 618 voix
1,08%- Arlette LAGUILLER, 1621 voix
22,76%- Nicolas SARKOZY, 34 280 voix

+ 22 158 et 10,85% pour Ségolène ROYAL (+14 050 voix et % car en 2002 JOSPIN, TAUBIRA et CHEVENEMENT)
+ 14 461 voix et 6,46% pour Nicolas SARKOZY (+10 739 et % car en 2002 LEPAGE, BOUTIN, MADELIN)
+ 25 889 voix et 15,7% pour François BAYROU qui bénéficie prioritairement de la forte augmentation de nouveaux inscrits et du transfert des voix d'un candidat à un autre.
- 3317 voix et 4,58 % pour JM LE PEN

Puis respectivement :

- 3317 (-3,48%) pour D.VOYNET,
-8153 voix (-7,16%) pour F.NIHOUS,
- 5156 (-4,49%) pour A.LAGUILLER,
+ 167 voix (-0,93%) pour O.BESANCENOT,
+ 183 (+0,03%) pour G. SCHIVARDI,

- 1967 voix (- 2,36%) pour Marie George BUFFET.
--

ANALYSE.

Mardi 24 avril a eu lieu un Conseil National du PCF qui a procédé à un premier examen des résultats du 1^{er} tour de la Présidentielle. Ci-dessous la résolution adoptée à l'issue de ces travaux.

Résolution du CN

Le Conseil national a procédé à l'analyse des résultats du premier tour de l'élection présidentielle. Ils sont marqués par une participation exceptionnelle, une dangereuse percée de Nicolas Sarkozy, un effet massif de vote utile en faveur de la candidate socialiste qui a laminé les autres candidats de gauche, un résultat très préoccupant, à peine 2 %, de notre candidate.

Le Conseil national salue la mobilisation remarquable des communistes comme de toutes celles et tous ceux qui, dans leur diversité, ont mené avec Marie-George Buffet une campagne magnifique de mobilisation et de détermination. Il partage leur déception devant ces résultats qui sont très loin de nos espérances.

Tout en appelant les communistes à approfondir l'analyse de ces résultats, le Conseil national a d'abord pris sans tarder les décisions qu'imposent la situation créée par le premier tour et les deux grandes échéances à venir : le second tour de la présidentielle et les élections législatives.

Les communistes abordent ces échéances avec combativité et avec la volonté renouvelée de battre la droite et de porter des propositions susceptibles de faire réussir une politique de gauche. Aucune de ces échéances n'est jouée d'avance. C'est seulement au terme de l'ensemble de ce cycle électoral que le paysage politique sera dessiné pour le quinquennat à venir.

Le Parti communiste confirme avec lucidité, et sans aucune hésitation, l'appel que Marie-George Buffet a lancé dès le 22 avril au soir, à voter et faire voter Ségolène Royal : Nicolas Sarkozy est un homme dangereux qui a délibérément choisi de reprendre les thèses insupportables du FN afin de devenir le candidat de la droite et de l'extrême droite. Il doit absolument être battu.

Il appelle les communistes à ne pas relâcher leur effort. Tout doit être fait, jusqu'au 6 mai, pour battre la droite et l'extrême droite. C'est vital pour notre peuple qui subirait sans cela durant cinq ans la politique ultra-libérale d'une droite décidée à en finir une fois pour toutes avec notre système social.

Nous inscrirons ces efforts dans la perspective, pour les législatives et au delà, d'une véritable alternative de gauche. C'est possible. Tout au long de la campagne, nous avons pu mesurer combien les attentes qui se sont manifestées puissamment dans les luttes contre les réformes Raffarin, dans la campagne contre la constitution libérale de l'Europe ou pour arracher le retrait du CPE sont toujours présentes et attendent des réponses de la gauche. Quel qu'ait été leur vote le 22 avril, des millions de femmes et d'hommes aspirent à une véritable politique de gauche, rompant enfin avec les logiques libérales.

C'est donc en nous appuyant sur ces attentes que nous allons mener pour les législatives une campagne très offensive avec les candidates et les candidats que les communistes auront choisis, avec d'autres, dans chaque circonscription pour rassembler le maximum possible de femmes et d'hommes désireux de faire émerger une véritable alternative à gauche, une majorité de gauche à l'Assemblée Nationale.

La constitution à l'Assemblée nationale d'un important groupe de députés communistes et républicains sera un atout décisif pour tous les combats à venir.

Dans toutes ces batailles comme dans les luttes sociales à venir, les communistes et leurs élu-e-s entendent continuer à porter les propositions avancées dans la campagne de Marie-George Buffet avec la conviction qu'elles sont susceptibles de rassembler largement, d'être utiles aux changements qu'attendent les femmes et les hommes de notre pays.

Le premier tour de l'élection présidentielle a montré la détermination de notre peuple à ne pas revivre le 21 avril 2002, en écartant fermement l'extrême droite et en permettant un choix de second tour entre la gauche et la droite. La participation exceptionnelle à ce scrutin a donné une force exemplaire à cette volonté.

Parvenant à recycler les voix du Front national, Nicolas Sarkozy arrive dans une position de force inquiétante. François Bayrou, qui est parvenu à capter une part significative de l'électorat de gauche, vient renforcer considérablement le poids de la droite sur l'échiquier politique.

La gauche, quant à elle, est à son plus bas niveau depuis 1969, avec 36,44 %.

Ségolène Royal gagne 2 % sur le score cumulé de L. Jospin, JP. Chevènement et Christiane Taubira. Mais ce gain se fait au détriment des autres candidatures à gauche.

Dans ce contexte, Marie-George Buffet, candidate soutenue par notre Parti, obtient seulement 1,94 % des voix. Les hommes et les femmes les plus déterminés à battre Nicolas Sarkozy, particulièrement dans l'électorat communiste et écologiste, ont été très nombreux, malgré beaucoup d'hésitations, à voter Royal dès le premier tour. Mais le vote utile n'explique pas tout. Certains n'ont pas souhaité y résister parce qu'ils n'ont pas fait leur l'enjeu de l'influence, de la place et du rôle du Parti communiste français.

Le score d'Olivier Besancenot se maintient (4,08 %). Mais l'extrême gauche – Besancenot, Laguiller, Schivardi – recule globalement de 10,5 % à 5,79 %. José Bové fait 1,32%.

La crise de la gauche – une crise idéologique, politique et structurelle – s'approfondit. Tout au long de cette campagne se sont exprimées des attentes fortes à l'égard de la politique et des volontés de changement. Mais cela ne s'est pas traduit dans les urnes. Manifestement, notre peuple n'a pas considéré comme possible d'utiliser son vote pour exprimer pleinement ses aspirations. C'est pour une part l'effet, grandissant avec le temps, d'institutions qui visent à installer le présidentielisme et le bipartisme dans la société française. A la perspective d'une alliance entre Nicolas Sarkozy et l'extrême droite, ont répondu des appels répétés à y opposer celle de Ségolène Royal et de François Bayrou, visant à construire une démocratie à l'américaine où les idées d'alternative et de changement sont totalement absentes. Le premier tour est de moins en moins l'occasion d'un débat de fond permettant aux électrices et aux électeurs de se prononcer pour un projet politique. Il se trouve pour l'essentiel réduit à une « primaire » dominée par les choix tactiques visant à qualifier deux finalistes pour le second tour. Les médias et les sondages ont, jour après jour, puissamment contribué à accentuer cette tendance. Au delà, ces résultats posent de très grandes questions. L'échec de nos efforts pour reconstruire à l'occasion de ces élections l'espoir considérable qui s'était levé avec le large rassemblement de gauche pour faire obstacle à la constitution libérale de l'Europe a beaucoup contribué à boucher toute perspective de réel changement à gauche.

Mais la campagne a aussi révélé la profondeur de la crise de la gauche et de la société tout entière. Des repères politiques essentiels se sont effacés dans l'esprit de millions de femmes et d'hommes. Dans l'état de crise que provoquent la précarisation généralisée et l'aggravation de la souffrance sociale, nous assistons

à d'importantes régressions idéologiques, attisant les divisions et les oppositions au sein des couches populaires, déconstruisant les sentiments de solidarité, alimentant le repli sur soi et la recherche de boucs émissaires. Et notre Parti a continué à s'affaiblir électoralement, posant de façon incontournable la question de la place et du rôle d'une force de transformation sociale dans la société française dominée par le capitalisme financier mondialisé.

Cette situation est grave. Elle nous impose un effort d'analyse et de réflexion qui ne peut être différé. Le Conseil national décide donc d'organiser un congrès extraordinaire, dès l'automne prochain si le calendrier politique le rend possible. Rassemblés, les communistes devront y aborder de front, en toute liberté, toutes les grandes questions idéologiques et politiques, celles qui portent sur l'état de la société, sur nos choix stratégiques, sur la manière dont nous les avons mis en œuvre, sur la campagne que nous avons menée, et sur le rôle de la direction du Parti. Le calendrier de ce congrès et ses modalités seront fixés après les élections législatives.

Paris le 24 avril 07.

Le Parti communiste français, ses militant-es, ses élu-es appellent à la mobilisation d'ici le 6 mai pour contrer Nicolas Sarkozy en votant et en faisant voter Ségolène Royal.

APPEL AUX COMMUNISTES

"Pour battre Sarkozy, donner une ambition à la gauche"

Le projet du candidat de la droite est clair : passer en force pour détruire notre système solidaire.

Les premières mesures annoncées sont emblématiques de ce projet. Dès cet été : l'instauration d'un « service minimum garanti en cas de grève », la création de peines planchers pour les récidivistes et la réforme de l'ordonnance de 1945, de nouvelles lois contre l'immigration et le regroupement familial, la fin des 35 heures et l'exonération de charges sur les heures supplémentaires. Le signe est fort et sans ambiguïté : l'élection de Sarkozy inaugurerait un quinquennat de combat - contre les syndicats, contre les salariés, contre les migrants, contre les jeunes, contre les pauvres.

Au-delà, son programme,

- **C'est le droit quasi-illimité des patrons d'exploiter les salariés**, avec la mise en place d'un contrat de travail unique copié sur le CNE ; l'augmentation du temps de travail au nom du principe « travailler plus pour gagner plus » (pas de hausse du SMIC et exonération des heures supplémentaires que je viens d'évoquer) ; l'obligation d'activité pour les bénéficiaires de minima sociaux.
- **C'est la France transformée en « paradis fiscal »**, avec la suppression des droits de succession et, dans les faits, de l'ISF ; l'allègement de la taxe professionnelle ; la multiplication des zones franches...

- **C'est la casse comme jamais des services publics et de la protection sociale**, avec de nouvelles privatisations : le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite (c'est-à-dire, d'ici à 2015, un poste sur quatre dans la santé et l'éducation !), la fin de la carte scolaire, la liberté d'implantation des écoles privées, la poursuite de la loi Fillon contre la protection sociale et la suppression des régimes spéciaux, de nouvelles exonérations de cotisations patronales.
-
- **C'est encore la chasse aux immigrés et le pillage des compétences dans les pays pauvres.**
-
- **C'est la soumission à l'Europe libérale et aux États-Unis**, avec la proposition d'un « mini-traité » sauvegardant les institutions et les politiques libérales de l'Union européenne et la dénonciation devant Bush de « l'arrogance française », au nom de la défense de « l'identité nationale »
-

Ces propositions popularisées au fil de la **campagne** ont été ponctuées de **discours recyclant directement ceux de LE PEN** (cf : les propos sur la pédophilie inscrite dans les gènes), au point que l'hypothèse d'une alliance entre la droite et l'extrême droite a été ouvertement évoquée, qui pourrait aller jusqu'à la présence de ministres du Front national dans un futur gouvernement.

Ensemble, nous avons la responsabilité d'empêcher qu'un tel homme, qu'une telle politique s'applique avec tant de violence à notre nation.

Les législatives : C'est voter "pour" la politique que vous voulez !

Beaucoup d'électrices et d'électeurs ont voté « utile » dès le premier tour par peur d'un nouveau 21 avril. Animé-es par des réflexions stratégiques plus que politiques, beaucoup se sont vus privés du débat, du choix de société auquel ils étaient confrontés : emplois, salaires, sauvegarde de notre système de solidarité nationale, orientation européenne et actions face à la mondialisation dévastatrice, **aucun des deux candidats n'a su nous montrer clairement ses choix pour la France.**

Les législatives sont une élection d'autant plus déterminante : nous pourrions choisir la politique que nous voulons. Nous pourrions élire les représentants de ce que nous voulons - au plus près de nous dans les circonscriptions - : ces élus sont ceux qui proposent, discutent et votent les lois qui feront la France de demain.

Sortis du piège du bipartisme et des présidentielles, ils pourront porter nos exigences à l'assemblée nationale.

Notre pays en a assez de l'injustice sociale, des bas salaires, de la crise du logement, des reculs du droit du travail.

Les élections législatives permettront d'affirmer clairement la volonté d'une gauche décidée à rompre avec le libéralisme, à s'engager pour les droits sociaux et démocratiques, à porter l'espoir du progrès social.